



Observatoire des sciences sociales sur le Covid-19

Le Bulletin de l'Obss

N° 6- septembre 2020

Sommaire

N° 6 septembre 2020

Éditorial

2 Face aux *fake-news* du Covid

Billets et articles

3 Désinformation et covid-19

7 Covid-19 et biais d'ancrage

11 Science et pseudoscience

15 Coronavirus créé en labo ?

Regard de la presse

19 Les mythes sur le Covid-19

22 Cas n°1 de Covid-19 en RDC

Mieux vaut en rire

24 Réseaux et désinformation

24 Contre les infodémies

Annonces

Appel à contributions
conférence « La mobilité
humaine dans le contexte de
COVID-19 ». 22-24 février
2021, Addis-Abeba.
GIZ-Coopération allemande
IGAD, Addis-Abbeba
University, Kenya Institute of
security studies
Infos complémentaires
www.igad.int
abdi.hersi@igad.int

Un observatoire et son bulletin

Face à la situation exceptionnelle de la pandémie qui mobilise fortement les communautés scientifiques du monde entier, nous avons pensé que les sciences sociales pouvaient également apporter leur pierre à l'édifice pour la compréhension des pratiques sociales et politiques en lien avec la pandémie. Dans cette perspective, nous avons décidé de mettre en place observatoire de veille et d'analyse des conséquences politico-sociales de la pandémie du Covid-19 qui puisse stimuler la réflexion scientifique et éclairer le monde de la décision. Le bulletin de l'Obss témoigne de l'activité de cet observatoire. Conçu comme un outil participatif, ouvert au brassage dynamique d'idées et de réflexions en temps réel, il est animé conjointement par deux centres de recherche en sciences sociales au Congo, en l'occurrence le Laboratoire de recherche en sciences sociales économiques et politiques (LARSEP) et l'Observatoire de la Gouvernance (OG), en collaboration avec des chercheurs de l'Institut des Mondes Africains (IMAf) en France.

Édito

Dans la précédente livraison de notre bulletin, avant l'interruption des vacances, nous annonçons l'ouverture d'une réflexion sur la thématique des *fake-news*, des infox, des théories complotistes et autre infodémies qui prolifèrent comme une moisissure de l'information sur le covid-19. Le sujet est si débattu et documenté que nous allons y consacrer plusieurs numéros pour alimenter positivement notre capacité collective d'esprit critique.

Suite à la page 2.

Édito

Dans la précédente livraison de notre bulletin, nous annonçons l'ouverture d'une réflexion sur la thématique des *fake-news*, des infox, des théories complotistes et autre infodémies qui prolifèrent comme une moisissure de l'information sur le covid-19. Le sujet est si débattu et documenté que nous allons y consacrer plusieurs numéros pour alimenter positivement notre capacité collective d'esprit critique. La mondialisation des médias sociaux au 21^{ème} siècle a transformé en profondeur la communication dans les sociétés contemporaines. Elle a permis le développement de formes inédites de prise de parole, de liberté d'expression et de rassemblement virtuel qui étaient inconnues ou peu développées jusqu'alors. Mais dans ce sillage, on observe aussi différentes sortes et formes d'extrémisme informationnel et de désinformation qui vont des plus ridicules aux plus outrageuses. Certes, il n'est pas possible d'empêcher totalement l'irrationalisme, les pseudosciences et la paranoïa de se servir des plateformes de communication sociale pour conquérir une audience. Il est encore plus difficile d'empêcher des intérêts politiques mesquins de soutenir l'irrationalisme, les pseudosciences et la paranoïa à des fins personnelles. Mais en l'absence de réponse appropriée, ces phénomènes trouvent un écho qu'ils ne méritent pas.

Il revient aux scientifiques soucieux de vérité et de citoyenneté de s'opposer à la prolifération de l'obscurantisme et pour cela, les sciences sociales et politiques sont les mieux placées. Mais nous savons aussi – en particulier les historiens des révolutions – que la restructuration à grande échelle des mentalités et des comportements humains ne peut pas être imposée contre la volonté des individus. Cela prend du temps, le temps nécessaire à l'acquisition du savoir et de la connaissance, et cette logique s'applique également aux individus dont le comportement quotidien conditionne l'efficacité des mesures de protection contre l'épidémie. Chacun étant vulnérable face à l'infection et chaque personne infectée étant contagieuse, convaincre tout un chacun de modifier profondément ses habitudes de vie quotidienne et de respecter les protocoles sanitaires n'est pas une chose aisée. Les ennemis des efforts nécessaires pour gérer une crise sanitaire, comme celle de la pandémie du Covid-19, peuvent être autant l'ignorance des uns que l'égoïsme des autres. Qu'elle soit malveillante par nature ou simplement malavisée, la désinformation vise à convaincre les individus de ne pas croire ce que leur disent les sources officielles, les experts en la matière ou les médias responsables guidés par la corroboration et la vérification des informations.

La désinformation a notamment pour effet d'affaiblir l'influence des organismes chargés de fournir au public des informations dignes de confiance ou, tout du moins, de leur compliquer la tâche, comme en discutent les différents billets de ce numéro de notre bulletin. Dans une perspective de psychologie cognitive, la réflexion sur « Covid-19 et biais d'ancrage », analyse comment ce « biais d'ancrage » empêche notre cerveau de prendre la mesure du risque. Nous verrons par la suite que « différencier science et pseudo-science » est moins simple qu'il n'y paraît, tandis que le billet qui analyse finement les raisons sous-jacentes au succès des « infodémies » sur le covid-19, fera le lien avec les billets suivants qui font le point sur les *fake-news* les plus répandues sur le coronavirus. *Last but not least*, un billet de la presse congolaise revient sur le désormais célèbre « patient n°1 » du Covid-19, qui allègue n'avoir jamais souffert du coronavirus.

En espérant que les premiers textes que nous présentons ici participeront à complexifier le débat et à enrichir la réflexion sur la question de la désinformation en contexte de crise, nous souhaitons une lecture fructueuse à toutes et à tous !

Sylvie Ayimpam et Jacky Bouju

Billets et articles



La désinformation en contexte de Covid-19

Jacky Bouju et Sylvie Ayimpam

Nous ouvrons ici une réflexion sur la thématique générale de la « désinformation » dans le contexte de la pandémie du Covid-19. On observe en effet depuis le début de cette pandémie une inflation des *fake-news*, des « infox » complotistes et autre « infodémies » qui prolifèrent comme une moisissure de l'information. Le sujet est si débattu et documenté que nous allons y consacrer plusieurs numéros pour alimenter positivement notre capacité collective d'esprit critique.

En accordant au public une liberté d'expression et de rassemblement virtuel inconnue à ce jour, la mondialisation des médias sociaux au XXI^e siècle a transformé en profondeur la communication dans les sociétés contemporaines. Ce faisant, elle a aussi donné libre voie à différentes sortes et formes d'extrémisme informationnel et de désinformation, des plus ridicules aux plus outrageuses. La pandémie du Covid-19 est un cas exemplaire pour étudier des occurrences précises de désinformation en science, leurs voies de diffusion et les dangers qu'elles représentent pour le bien public. Certes, le scepticisme à l'égard de la science a pris de l'ampleur bien avant la pandémie, mais récemment, il semble avoir adopté un accent politique. Qu'il soit question de l'évolution des espèces, du changement climatique, de vaccins ou de COVID-19, des négationnistes réactionnaires et conservateurs semblent tout à fait à l'aise de faire fi du consensus scientifique dès qu'il contredit leurs

valeurs politiques. Christopher Dornan¹ nous rappelle opportunément que depuis toujours, le grand public peine à comprendre la science et que la fascination pour la pseudoscience est plus vieille que les médias sociaux. Cependant, les algorithmes qui sont à la base de ce nouvel environnement médiatique propagent et récompensent des contenus de plus en plus révoltants.

Petit rappel des faits concernant la pandémie du covid-19

La crise sanitaire de la covid-19 est née de la surexploitation des ressources forestières et cynégétique, qui a mis l'homme en contact avec un coronavirus local, inédit et dangereux, extrêmement contagieux, contre lequel aucun être humain n'avait encore d'immunité. À mesure que les médecins suivaient la propagation du virus à Wuhan, son point d'origine, et qu'ils voyaient comment ce virus rendait malade et tuait les personnes qui le contractaient, ils ont compris qu'il constituait une menace sanitaire mondiale. S'il n'était pas maîtrisé, il pourrait s'étendre sur toute la planète, infectant des centaines de millions de personnes. S'il n'était pas surveillé, il pourrait submerger les capacités aussi bien des hôpitaux que des morgues, plonger dans la détresse un nombre incalculable de vies et dévaster les économies nationales et le tissu social (Dornan 2020 : 7). Faute de solution biologique – un vaccin ou un traitement antiviral efficace –, les seules mesures pour atténuer la crise étaient d'ordre biopolitique et social : modifier l'espace public, déformer les interactions publiques et bouleverser les routines du quotidien de manière à inhiber la transmission du microbe. Il fallait apprendre à la population à se laver fréquemment les mains et à ne pas se toucher le visage. Se serrer la main – ce geste cordial des plus ordinaires dans les sociétés occidentales – devait être banni du jour au lendemain. Les écoles devaient fermer, les rassemblements publics être interdits et les entreprises baisser le rideau. Il fallait sommer les individus de se confiner chez eux et de respecter une certaine distance les uns des autres lors des rares occasions où ils s'autorisaient à s'aventurer dehors. Pour que ces mesures restrictives puissent être efficaces, elles devaient s'appliquer sans distinction à toutes les personnes non jugées essentielles au maintien de l'ordre social (les travailleurs dits « de première ligne » : depuis le personnel médical jusqu'aux auxiliaires de vie intervenant auprès des personnes âgées, en passant par les chauffeurs routiers, les équipes d'intervention sur les réseaux électriques ou encore le personnel de caisse des supermarchés, qui devaient tous prendre des précautions méticuleuses pour ne pas attraper ou transmettre la maladie), sous peine de mettre en danger la population dans son intégralité (*Ibid*). Bien sûr, l'efficacité de ce type de mesure dépendra de leur observance par les populations qui devront faire confiance aux biopouvoirs décrétant ces mesures.

La confiance chancelante dans les biopouvoirs

Les sciences sociales et politiques comme les historiens des révolutions savent bien que la restructuration à grande échelle des comportements humains ne peut pas être imposée contre la volonté des individus. Ceci est aussi vrai des individus dont le comportement quotidien conditionne l'efficacité des mesures de protection contre l'épidémie. Chacun étant vulnérable face à l'infection et chaque personne infectée étant contagieuse, il fallait convaincre tout un chacun de respecter les protocoles sanitaires. Cela ne pouvait se faire que par une campagne massive de sensibilisation et de persuasion du public. Pour que la population fasse confiance aux autorités de santé, il aurait fallu des messages parfaitement limpides sur ce que chacun devait faire, assortis d'explications convaincantes sur le pourquoi, tout comme – ce qui n'est pas moins important – un appel au devoir civique et de la prévenance envers les autres. Les ennemis de ces efforts pour gérer la crise peuvent être autant l'ignorance des uns que l'égoïsme des autres.

¹ Christopher Dornan, 2020, *La désinformation en science dans le contexte de la covid-1*, Forum des Politiques Publiques, Ottawa, Juin 2020. ISBN : 978-1-77452-011-6.

Pour ne rien arranger, alors que personne ne savait rien de cette épidémie, il est vite apparu que la progression mondiale de la maladie changeait jour après jour. La compréhension clinique du fonctionnement de la maladie et de sa façon d'attaquer l'organisme évoluait inégalement et il est vite devenu compliqué de tenir le public angoissé, correctement et régulièrement informé sur ce que l'on savait de façon fiable. La réponse sociale devenait impossible à maîtriser et ce d'autant plus que la désinformation (*fake-news*) semait, délibérément ou accidentellement, la confusion dans la population. Dornan s'est intéressé à un aspect particulier de la confusion informationnelle, qui utilise les caractéristiques de la science dans le but de faire de la propagande antiscientifique.

Lorsque des mensonges circulent dans la sphère politique, cela est regrettable, mais cependant prévisible nous dit Christopher Dornan. Après tout, la politique n'est qu'un affrontement de points de vue contradictoires, une tentative de persuader l'électorat de voir les faits sous un certain jour. Le but est de prendre le pouvoir ou de le conserver, et la communication politique est simplement un moyen d'y parvenir. De tout temps, les politiciens et politiciennes ont exagéré, déformé la réalité, discrédité leurs adversaires. Mais pour un rationaliste, la politique publique doit être fondée sur une parfaite compréhension des meilleures données disponibles. La désinformation en science représente un genre de fausseté particulièrement préoccupante puisqu'elle constitue une attaque contre la rationalité qui est à la base des politiques publiques éclairées et de la bonne gouvernance. Le rejet de l'autorité scientifique représente une menace pour l'administration et la gouvernance saines des affaires humaines, car il s'apparente à un refus d'accepter la réalité.

Confusion informationnelle et propagande antiscientifique

Qu'elle soit malveillante par nature ou simplement malavisée, la désinformation vise à convaincre les individus de ne pas croire ce que leur disent les sources officielles, les experts en la matière ou les médias responsables guidés par la corroboration et la vérification des informations. La désinformation a pour effet d'affaiblir l'influence des organismes chargés de fournir au public des informations dignes de confiance ou, tout du moins, de leur compliquer la tâche (Ibid : 9). Les principales caractéristiques de cette sphère du discours public sont la méfiance envers l'autorité établie, le rejet des supposés « experts », un réflexe paranoïaque à voir des intentions complotistes partout et une inclination à adhérer aux pseudosciences. Il n'est donc pas étonnant que la désinformation autour du coronavirus ait proliféré. Dans le cas de la désinformation sur le coronavirus, de la même manière, les différents mensonges qui ont déferlé dans les médias sociaux comportaient certainement des dangers, mais il était au moins possible de réfuter chaque affirmation erronée ou idée farfelue et d'y couper court. Le plus gros danger réside dans l'accumulation des mensonges, qui ont non seulement pollué la communication d'informations sanitaires fiables, mais qui ont aussi conduit à rejeter les conseils et les raisonnements des autorités sanitaires elles-mêmes.

La recherche scientifique a rempli nos vies de produits et de capacités aussi extraordinaires que bénéfiques, mais l'application industrielle de la science a également entraîné son lot de malheurs et de dégâts. L'invention du plastique il y a plus d'un siècle, par exemple, a apporté des avantages inestimables, mais son usage excessif a aujourd'hui un coût considérable. La science elle-même se veut apolitique et ses recherches dépendantes seulement des preuves empiriques, pourtant les priorités de recherche sont incontestablement empreintes par les enjeux politiques. On trouve encore des personnes qui bricolent dans leur garage mais, dans leur grande majorité, les recherches scientifiques sont menées dans les universités, dans le milieu militaire ou dans les laboratoires de R&D des grandes entreprises. La recherche universitaire peut être motivée uniquement par la curiosité intellectuelle, mais la recherche appliquée se fait souvent dans l'intérêt du pouvoir et du profit.

La science est communément perçue comme un moyen de révéler une réalité objective exempte de préjugé humain. Mais la science n'est pas la voie vers la vérité absolue. C'est une manière d'aborder et d'appréhender le monde naturel. C'est un mode de pensée ou, plutôt, une manière d'organiser la

pensée analytique. Elle définit ce qui constitue des preuves, la manière dont ces preuves doivent être évaluées et les conclusions qui sont par conséquent justifiées. Lorsque l'on ignore ou que l'on repousse des conclusions scientifiques, on rejette également les processus qui ont conduit à ces conclusions, et qui s'appellent la raison. Les complotistes et ceux qui propagent les *fake-news* sont irrationnels, car ils refusent d'accepter les meilleures preuves disponibles et rejettent les principes du raisonnement logique qui guident l'évaluation et l'interprétation des preuves.

La caractéristique cruciale des découvertes scientifiques, contrairement aux dogmes religieux, est précisément leur faillibilité. Rien dans la science n'est jamais absolument certain. La science consiste en des explications du monde naturel qui sont en permanence controversées, ajustées, réécrites, renversées. Aussi fortes que soient aujourd'hui nos certitudes scientifiques, dans un siècle elles sembleront aussi partielles et préliminaires que nous apparaissent actuellement les éléments scientifiques du siècle passé, si elles ne se révèlent pas complètement fausses. Ainsi, la bonne chose avec la science, ce n'est pas qu'elle est vraie, mais qu'elle est susceptible d'être révisée. Les découvertes de la science ne sont pas « vraies », elles sont suffisamment fiables pour être utiles, ce qui n'est pas la même chose (Ibid : 11). Ce qui rend la science aussi fiable que possible ce sont ses procédures institutionnalisées de contestation. Chaque évaluation par les pairs est réalisée avec un œil sceptique. Chaque nouvel éclairage remet en question de précédentes connaissances.

La non-appréciation de cet aspect de la démarche scientifique a entraîné une grande confusion au sein du public ainsi qu'une dissidence parmi les experts, lorsqu'au printemps 2020, des données clés sur la Covid-19 – comme son taux de contagion et sa létalité – ont été remises en doute, tandis que différents modèles de progression possible ou non de la maladie se contredisaient les uns les autres. On peut comprendre que le public ait soupçonné le monde scientifique de s'être trompé, alors qu'en fait il assistait au processus lent et complexe de recherche de la vérité.

Les effets de la désinformation : pseudoscience et paranoïa collective

Il n'est certes pas possible d'empêcher totalement l'irrationalisme, les pseudosciences et la paranoïa de se servir des plateformes de communication sociale pour conquérir une audience, pas plus que d'empêcher des intérêts politiques mesquins de soutenir l'irrationalisme, les pseudosciences et la paranoïa à des fins personnelles, mais en l'absence de réponse, ces phénomènes trouvent un écho qu'ils ne méritent pas. De façon similaire, il ne suffit pas de proclamer les bienfaits de la science pour rétablir le dialogue avec les individus qui tendent à s'en méfier ou à la rejeter. Il n'y a pas si longtemps, personne n'imaginait qu'il pourrait être nécessaire d'alimenter les moteurs de recherche en informations expliquant que la Terre est ronde, mais en l'absence d'actions, on a cédé le terrain des médias sociaux aux fanatiques persuadés que la Terre est plate. La désinformation scientifique constitue une forme de dommage social car elle dénigre le rationalisme et s'emploie à saper la légitimité des organismes créés pour servir l'intérêt commun. Pour la combattre efficacement, il faudra non seulement parvenir à comprendre pourquoi la science inspire tant de méfiance, mais aussi pourquoi l'attitude de la population envers la science a pris une connotation politique. Un des objectifs de ces numéros du Bulletin de l'Obss est de lutter contre ce fléau.

Jacky Bouju et Sylvie Ayimpam
Institut des Mondes Africains UMR
8171CNRS - 243 IRD



Sur les bords du canal Saint-Martin, à Paris, le 15 mars. Le biais d'ancrage a empêché certaines personnes d'adopter les bons comportements, malgré les communications officielles. Thomas Samson / AFP

Covid-19 et biais d'ancrage : quand notre cerveau nous empêche de prendre la mesure du risque

Dominique Crié et Karine Gallopel-Morvan
The Conversation, 12 juillet 2020, 19: 42 CEST

« **A**voir le dernier mot ». Cet adage bien connu sous-entend que la dernière personne qui s'exprime l'emporte dans la discussion. L'idée implicite est que la dernière information exposée va créer un souvenir plus récent et ainsi, peut-être, amener à réévaluer un jugement donné. Cependant, les recherches menées en psychologie cognitive n'accréditent pas un tel bénéfice. Au contraire, elles suggèrent que l'ordre dans lequel les informations sont fournies peut devenir un véritable handicap dès lors qu'il s'agit de modifier une attitude ou un comportement. Les individus ont notamment une nette tendance à raccrocher leur jugement à la première information qu'ils ont reçue (l'ancre) lorsqu'ils doivent prendre une décision dans un contexte baigné d'incertitude : c'est l'effet dit « d'ancrage-ajustement ». Dans le cadre de nos recherches universitaires, nous nous sommes intéressés à cet effet et à son influence sur le risque perçu lié au coronavirus SARS-CoV-2 et au respect du #ResterChezSoi.

Qu'est-ce que l'effet d'ancrage ?

L'effet d'ancrage-ajustement a été décrit dans les années 1970 par Daniel Kahneman (prix Nobel d'économie 2002) et Amos Tversky. Ces deux experts en psychologie cognitive et économie comportementale ont étudié la façon dont les individus font évoluer leur jugement face à des faits complexes et incertains, comment ils se réfèrent à une information récente, puis procèdent éventuellement à un ajustement de leurs attitudes et comportements à partir des informations passées qu'ils ont reçues (leur « valeur initiale »).

Sur la base de ces travaux, plusieurs études ont révélé que, même si un individu est exposé à de nouvelles informations qui démontrent que les données passées sont imparfaites, inexactes ou en inadéquation avec une nouvelle situation, il garde en mémoire la première information reçue ou ajuste son jugement à l'aune non seulement des messages actuels, mais aussi des messages passés, si imprécis soient-ils. Nous avons pu voir à l'œuvre les mécanismes de ce biais d'ancrage au cours de la récente pandémie de Covid-19.

Biais d'ancrage et pandémie de coronavirus

Quand nous nous retrouvons dans l'obligation de gérer une information complexe, incomplète et en condition d'incertitude, nous avons tendance à chercher des raccourcis pour globaliser et simplifier le problème auquel nous faisons face. Si une métaphore facile est offerte, nous l'adopterons d'autant plus facilement qu'elle nous rassurera et confortera notre jugement antérieur.

L'épidémie de COVID-19 due au coronavirus SARS-CoV-2 est un parfait exemple d'une telle situation d'incertitude, largement favorable au développement de l'effet d'ancrage. Et celui-ci n'a pas manqué de fonctionner à plein : la nouvelle maladie a ainsi été qualifiée, au début de l'épidémie, de « grippette », terme principalement issu des réseaux sociaux et relayé par les médias en continu. Cette métaphore rassurante a comblé, pendant un temps, une information défailante, parcellaire, trop simple ou trop complexe à propos du SARS-CoV-2, émanant des autorités politiques et scientifiques.

Un effet qui s'est renforcé

En psychologie sociale, l'effet d'ancrage et l'ajustement qui lui succède sont influencés ou renforcés par les comportements ou les discours tenus par les autres : non-respect des règles par certains, échanges sur les réseaux sociaux, amplification médiatique, etc. Ils dépendent également de la personnalité, de l'expertise ou de la capacité cognitive des individus. Une fois présent, l'effet d'ancrage de la « grippette » s'est renforcé au fil du temps, pour diverses raisons.

Premièrement, les données chinoises étaient initialement relativement peu effrayantes au regard de ce que l'on a ultérieurement vécu en Europe. Deuxièmement, les symptômes initiaux de la maladie ressemblent effectivement à ceux de la grippe et ne sont pas forcément inquiétants au départ. Troisième point qui a conforté les gens dans l'idée d'une « grippette » : le fait qu'un grand nombre de malades ne présente qu'une forme légère, voire asymptomatique de la COVID-19. Dans le même ordre d'idée, le fait que les formes graves touchent très majoritairement les plus âgés, ou encore que 90 % des cas ont été guéris sans hospitalisation a également renforcé l'effet d'ancrage de la « grippette ». En outre, d'autres informations ont augmenté la confusion, tel le fait qu'aujourd'hui encore, avec un bilan global de plus de 565 000 morts dans le monde (au 12 juillet), les décès causés par la COVID-19 demeurent dans la fourchette haute d'un épisode grippal classique, qui entraîne selon les années 290.000 à 650.000 décès selon l'OMS. D'autres facteurs sont aussi intervenus pour augmenter encore l'incertitude, comme une confusion entre taux de mortalité (rapporté à la population générale) et taux de létalité (par rapport au nombre de malades).

Afin de mieux appréhender ce phénomène dans le contexte de la crise sanitaire, nous avons mené une enquête, du 22 au 28 avril 2020 (donc pendant le confinement), auprès d'un échantillon national représentatif de 1566 Français. Les chiffres obtenus montrent que dans le contexte de l'épidémie de

COVID-19, l'effet d'ancrage est un biais cognitif particulièrement robuste, qui bloque l'évolution des jugements et des attitudes.

L'image de la « mauvaise grippe » reste ancrée chez certains

Les résultats de notre enquête reflètent ce que nous enseigne la théorie de l'ancrage. Après plusieurs semaines durant lesquelles les médias, le pouvoir exécutif ou encore les professionnels de santé n'ont eu de cesse de démontrer la contagiosité du SARS-CoV-2 et d'informer sur sa dangerosité, un pourcentage non négligeable de la population restait encore peu convaincu, en pleine épidémie.

Ainsi, en avril, 28 % des personnes interrogées minimisaient encore le risque lié à la COVID-19, 34,9 % estimaient avoir une probabilité faible d'être contaminées et 35,6 % déclaraient ne pas risquer de conséquences graves en cas de COVID-19 (18,8 % des individus s'inscrivent dans la perception inverse). Ces travaux ont également révélé que 26,7 % des répondants jugeaient similaire le taux de mortalité de la COVID-19 et celui de la grippe saisonnière, et que 17,6 % restaient sur l'idée que la COVID-19 est « une mauvaise grippe ».

Dans cette même étude, nous avons ensuite invité les participants à déterminer leur niveau d'ajustement après avoir reçu des informations complémentaires. Les résultats indiquent que les positions initiales de certains individus vont marquer et biaiser leur jugement tout au long de la crise sanitaire. Malgré une communication persuasive largement construite sur la peur et relayée en continu par les médias, 16,4 % pensent encore avoir reçu la confirmation que la COVID-19 n'est qu'une grippe sévère. En revanche, 70,9 % ne sont plus en accord avec cette position et ont probablement révisé leur jugement.

Quand l'ancrage à la grippe reste prégnant, la représentation métaphorique des conséquences de la pandémie le reflète également. Seuls 10,3 % des personnes qui ont un ancrage « grippe » considèrent par exemple que les décès dus à la maladie sont « l'équivalent de plusieurs Airbus/Boeings qui s'écrasent tous les jours sur notre territoire » (contre 37,2 % sur l'ensemble de l'échantillon).

En ce qui concerne l'idée que ce sont les personnes âgées et/ou déjà atteintes de maladies graves qui se retrouvent aux urgences et en réanimation, 26,1 % des personnes interrogées n'ont pas ajusté leur jugement et restent sur sa valeur initiale.

D'importantes conséquences en matière de santé publique

Quelles ont été les conséquences des effets d'ancrage produits par les premières communications, au début de l'épidémie ? Les résultats sont assez édifiants : 53,1 % des participants sensibles à ce biais (soit 18,95 % de la population totale) ont une moindre perception du risque associé au coronavirus et 54,7 % (19,53 % de la population totale) ont eu tendance à minimiser l'intérêt du confinement.

On note également que 35 % des répondants n'ayant pas « ajusté » leur première opinion, ne jugent pas efficaces les gestes barrières recommandés pour limiter la propagation du virus. Sur cette même population, on observe, une moyenne de 4,7 sorties par semaine pour des raisons autres que le travail, la santé et les courses de première nécessité.

En revanche, si 19 % des répondants avaient identifié au début des communications que les masques n'étaient pas utiles pour le grand public, après 5 semaines de confinement et à 15 jours du déconfinement, 72,4 % d'entre eux avaient révisé leur jugement sur ce dispositif de prévention... Ces données suggèrent que les individus, lorsqu'ils se représentent la dangerosité du virus ou doivent mettre en place des comportements de prévention, sont sujets à un effet d'ancrage résultant, entre autres, d'une forte couverture par les médias et par les réseaux sociaux, de l'exposition à des *fakenews*, d'approximations, d'hésitations, d'interprétations de la réalité, d'un manque de confiance envers les politiques et scientifiques et d'une absence de discours de référence...

En conséquence, ils tendent à relativiser la virulence du SARS-CoV-2 et ses possibles graves conséquences sur une partie de la population, notamment plus jeune ou en bonne santé.

Le biais d’ancrage a limité l’efficacité de la prévention

L’effet d’ancrage a eu pour effet de limiter l’ajustement et le changement rapide des comportements qui aurait été nécessaire pour éviter la propagation de la maladie au début de l’épidémie : adoption des gestes barrières, port du masque, etc. De plus, il a amplifié le choc et le stress ressentis lorsque les autorités ont annoncé mi-mars aux Français qu’ils devaient rester confinés chez eux. Entre stupeur et sidération, la population a dû adopter rapidement, contrainte et forcée, un comportement inédit, et prendre conscience d’un danger imminent où l’ennemi invisible est potentiellement partout.

C’est une leçon importante à retenir : pour faire évoluer rapidement les comportements, fournir des informations justes et s’appuyer sur les faits ne suffit pas. Il faut aussi trouver le juste équilibre entre formules, canaux médiatiques, acteurs – notamment en matière de crédibilité de la source, et communiquer au moment approprié, en gardant à l’esprit que les citoyens vont de manière réflexe se référer aux informations reçues antérieurement. Un exercice difficile, mais indispensable pour que la prévention ait le dernier mot.

Dominique Crié

Professeur des Universités, Université de Lille

et Karine Gallopel-Morvan

Professeur santé publique, École des hautes études en santé publique (EHESP)

Cet article est republié à partir de l’article original

<https://theconversation.com/covid-19-et-biais-dancrage-quand-notre-cerveau-nous-empeche-de-prendre-la-mesure-du-risque-141390>, sous licence Creative Commons : The Conversation <https://theconversation.com>



Chimistes observant des solutions photoluminescentes. Science in HD / Ursplash

Différencier science et pseudoscience : pas si simple

Olivier Sartenaer

The Conversation, 21 septembre 2020, 21:17 CEST

S'il est un enjeu crucial pour l'épanouissement de nos démocraties, c'est bien celui de la lutte contre la désinformation. Dans le contexte particulier de problématiques de nature scientifique – comme le coronavirus, la vaccination ou le réchauffement climatique –, une telle lutte ne peut prendre corps qu'au départ d'un prérequis essentiel : il importe que chacun soit en mesure d'opérer une distinction entre énoncés scientifiques (aux degrés de fiabilité divers) et énoncés pseudoscientifiques (ou, plus généralement, non scientifiques).

Une telle faculté ne peut toutefois pas s'exercer « à vide », dans la mesure où il serait douteux que les êtres humains soient dotés d'une boussole mentale innée pour jauger du degré de scientificité des énoncés qu'ils rencontrent. Débusquer la pseudoscience exige a minima une idée préalable quant à la nature de ces traits qui seraient caractéristiques de la science. Sans aller jusqu'à devoir répondre à l'épineuse question « qu'est-ce que la science ? », il est évident que toute identification d'infox pseudoscientifiques se doit d'être articulée à un ensemble de critères de scientificité plus ou moins formels.

Mais quels sont ces critères ? Fort à propos, l'épistémologie – cette branche de la philosophie dédiée à l'analyse des déterminants d'une connaissance fiable – se révèle ici un réservoir de ressources utiles. La distinction entre sciences et pseudosciences y a en effet été abordée de longue date, et continue d'ailleurs de mobiliser les énergies. Cela étant, les travaux des épistémologues ne diffusent que rarement en dehors de certains cercles d'initiés, si ce n'est de manière distordue ou caricaturale (souvent sous la forme d'une dogmatisation de travaux – tels ceux de Popper ou Kuhn – présentés

comme indépassables). La présente contribution entend remédier à ce problème. Il y est question de présenter, critiquer et dépasser les compréhensions folkloriques de ce qui permettrait d'opérer une séparation entre sciences et pseudosciences.

Un point de départ hasardeux : la certitude

On pourrait certes retracer l'histoire de la démarcation entre science et non-science à la naissance même de la pensée philosophique. On peut toutefois se contenter ici d'évoquer, à titre de point de départ, le critère envisagé par les fondateurs de la science moderne (tels Descartes, Galilée, Newton ou Leibniz). En substance, sont à leurs yeux scientifiques ces énoncés qui se révèlent certains. En creux, toute affirmation incertaine, qu'elle soit religieuse, morale ou politique, ressortit au registre de la simple opinion.

Si le contexte historique au sein duquel un tel critère a été initialement envisagé rend la raison d'être de ce critère fort compréhensible, il n'en demeure pas moins que l'association opérée entre science et certitude relève du non-sens épistémologique. Dès le XIX^e siècle – en capitalisant sur des travaux plus anciens, dont ceux de Hume –, le fait qu'aucune affirmation ne puisse en réalité prétendre à la certitude est reconnu et intégré aux épistémologies ultérieures, alors qualifiées de « faillibilistes ». À l'aune de celles-ci, la certitude est, au mieux, un idéal régulateur. La connaissance infaillible, à tout jamais à l'abri de la révision, relève du fantasme.

Si le faillibilisme de la connaissance est établi, il rend néanmoins mal à l'aise, dans la mesure où il pose un défi de taille pour la science. Si la certitude ne constitue pas cette frontière entre science et opinion, qu'est-ce qui pourrait remplir ce rôle ? C'est à ce stade précoce de la réflexion que s'insinue déjà le spectre de deux menaces dont on prend aujourd'hui la mesure des possibles dérives, à savoir le scepticisme radical d'un « puisque la certitude n'existe pas, rien ne peut être connu ! », et le relativisme stérile d'un « puisque la certitude n'existe pas, tout n'est qu'opinion (et toutes les opinions se valent) ! »

Une alternative « hype » mais inefficace : la méthode

Dissoudre ces menaces requiert de penser la spécificité de la science d'une manière autre que par le biais de la certitude. Dès le XIX^e siècle, une première proposition est avancée, notamment par des savants comme Comte, Helmholtz ou Mach : ce qui fait la science, c'est sa méthode. Plus spécifiquement, la méthode scientifique serait cette démarche qui délivre les connaissances, certes non certaines, mais les plus fiables qui soient.

Cette approche, aujourd'hui encore attractive dans certains cercles (par exemple chez les zététiciens), fut cependant contestée dès les débuts du XX^e siècle, au point qu'il est aujourd'hui généralement admis qu'il n'existe pas de méthode universelle et anhistorique qui serait caractéristique de la science seule, une réalité épistémologique qui peine étrangement à être intégrée dans les cursus scientifiques.

Un changement de perspective avorté : la testabilité

Face à ce nouvel échec, c'est le célèbre mouvement néopositiviste né à Vienne – depuis Schlick et Carnap jusqu'aux prémisses d'une dissidence avec Popper – qui s'approprie et reconfigure la question de la démarcation. En lieu et place de la certitude – inaccessible – ou de la méthode – vague ou indéfinissable –, la scientificité de la science se fonde alors essentiellement sur sa testabilité (empirique), qu'elle soit conçue d'abord comme vérifiabilité ou, plus tard, comme falsifiabilité. Mais ici encore, l'entreprise rate sa cible. Au-delà de verdicts erronés portés sur des cas non litigieux – par exemple des énoncés astrologiques jugés scientifiques, car empiriquement testables –, le défaut

majeur du revirement néopositiviste fut certainement de déconnecter la scientificité des énoncés de ce qui devrait en toute logique précisément leur conférer cette scientificité, à savoir leur justification (ce qui concourt à rendre ces énoncés fiables).

D'une cacophonie de critères à la disqualification du problème

Le néopositivisme tombé, la seconde moitié du XXe siècle fut riche en propositions diverses pour (enfin) répondre au problème de la démarcation. Un énoncé sera par exemple considéré comme scientifique aussitôt qu'il sera correctement testé (et non seulement testable), reproductible, fécond ou qu'il ajoutera une connaissance dans un processus de progrès cumulatif. Toutes ces approches, et de nombreuses autres qu'il n'est pas loisible de recenser ici, se heurtent en réalité à un problème commun : elles qualifient irrémédiablement certains énoncés non scientifiques tout en en disqualifiant certains autres pourtant assurément scientifiques.

Face à une véritable cacophonie de critères en bataille, une attitude déflationniste ne manqua pas d'apparaître vers la fin du XXe siècle, convergeant à considérer toute la problématique de la démarcation comme un pseudo-problème. Les échecs successifs à mettre le doigt sur ce qui distinguerait la science des pseudosciences ne seraient-ils pas le signe qu'il n'y aurait en réalité rien à trouver sur lequel mettre le doigt ?

Vers une démarcation lucide

À l'heure des infodémies et des ravages humains qu'elles suscitent, il serait moralement hasardeux de renoncer ainsi à séparer la science de ses ersatz. Cela étant, ne pas intégrer le constat d'échec des générations passées à solutionner le problème de la démarcation serait faire preuve d'un manque criant d'humilité épistémologique. Comment donc sortir de cette impasse ? Comme souvent en philosophie : en faisant un pas en arrière afin de reconsidérer la manière dont le problème a été initialement posé.

Précisément, il est une approche contemporaine qui, opérant un tel pas, enjoint à considérer que la frontière entre sciences et pseudosciences ne doit pas être conçue sur le modèle jusque-là recherché, à savoir celui d'une séparation nette, appelant à une solution au problème de la démarcation qui aurait la forme de l'identification de critères nécessaires et suffisants pour qualifier, sans ambiguïté aucune, tout énoncé de scientifique ou de non scientifique. Plutôt, il est ici question de reconnaître une certaine « zone grise » entre la science mûre (p. ex. l'astronomie) et la pseudoscience avérée (p. ex. la radiesthésie), zone où se côtoient et se confondent certaines pratiques scientifiques encore immatures ou « en gestation » (comme certaines branches des sciences forensiques ou psychologiques ?)

Mais comment opérer une démarcation utile dans ce contexte ? Non plus à l'aune de critères absolus et décontextualisés – sous la forme de péremptoirs « ce qui fait la science, c'est X » –, mais plutôt au regard d'une check-list de marqueurs de scientificité face à laquelle chaque pratique envisagée se verrait assignée un score en vertu d'une pondération préétablie. Et c'est là toute la force de l'approche : elle autorise à jeter un regard positif sur l'histoire – certes de prime abord déprimante – des tentatives avortées de démarcation. Si celles-ci échouaient en effet à établir une distinction nette entre science et non-science, elles furent aussi de brillantes réussites au regard de l'objectif, plus modeste, d'identifier de bons indicateurs (ni isolément nécessaires ni conjointement suffisants) de scientificité. À cet égard, si l'astronomie se voit considérée comme une science, et la radiesthésie une pseudoscience, ce sera ici en vertu du fait que la première, mais pas la seconde, obtiendrait un score de scientificité important (mais non nécessairement maximal) au regard d'une liste de marqueurs comprenant certainement la falsifiabilité, la reproductibilité, l'aspect cumulatif, la fécondité, etc.

La frontière entre sciences et pseudosciences n'est certes pas une ligne claire et fixe. Mais elle n'est pas non plus inexistante ou seulement « subjective ». Bien que parfois floue et fuyante, n'autorisant pas toujours à cataloguer sans ambiguïté certains cas limites inévitables dans une entreprise scientifique riche, dynamique et diversifiée, elle s'articule à des marqueurs robustes que des générations d'épistémologues se sont donné pour mission d'identifier. De cet héritage reste à faire bon usage.

Olivier Sartenaer

Chercheur en communication et vulgarisation scientifiques (FNRS-ULB) /
Chargé de cours en épistémologie (UCLouvain) Université catholique de Louvain

Cet article est republié à partir de de l'article original : <https://theconversation.com/differencier-science-et-pseudoscience-pas-si-simple-142736>, sous licence Creative Commons : The Conversation <https://theconversation.com>



Non, cette personne n'est pas en train de créer un virus mortel. CDC / Unsplash, CC BY-SA

Rien ne prouve que le coronavirus a été créé en laboratoire : les dessous de l'infodémie sur le Covid-19

Éric Muraille

Le chef de la diplomatie américaine Mike Pompeo a déclaré le 15 avril sur Fox News « mener une enquête exhaustive sur tout ce que nous pouvons apprendre sur la façon dont ce virus s'est propagé, a contaminé le monde et a provoqué une telle tragédie ». Sans parler d'une création humaine, il pointe du doigt une possible fuite du virus d'un laboratoire de Wuhan. Que savons-vous aujourd'hui de l'origine du Sars-Cov-2 ?

La pandémie de Covid-19 qui ébranle nos systèmes de santé, nos économies et bouleverse nos habitudes est également à l'origine de ce que le Dr. Sylvie Briand, Directrice du Département Pandémies et épidémies de l'Organisation mondiale de la santé, a qualifié judicieusement d'*infodémie*, la circulation virale de rumeurs et de fausses informations. On peut retrouver sur le site Conspiracy Watch un florilège des théories les plus populaires à propos du Covid-19.

L'infodémie du Covid-19

Des journalistes, un ancien agent de renseignement, Dany Shoham, et de pseudo-experts, tels que l'ancien professeur de droit international Francis Boyle, ont évoqué avec sérieux la possibilité que le coronavirus SARS-CoV-2, à l'origine de l'épidémie de Covid-19, aurait été produit dans le laboratoire de biosécurité de niveau 4 (BL4) récemment construit dans la région du Wuhan, épicentre

de l'épidémie en Chine. Une autre théorie populaire chez certains suggère que le virus aurait été introduit par les juifs pour provoquer l'effondrement des marchés et pouvoir s'enrichir en réalisant des délits d'initiés. Enfin, il est également affirmé que le virus aurait été créé et breveté par l'Institut Pasteur. Ces théories sont devenues virales, au point que de récents sondages montrent que 23 % des Américains et 17 % Français sont convaincus que le nouveau coronavirus aurait été intentionnellement fabriqué en laboratoire. La vague complotiste entourant l'épidémie de Covid-19 est également stimulée par quelques gouvernements, qui se livrent une véritable guerre de l'information en politisant à outrance l'épidémie. Le président américain Donald Trump a insisté sur l'origine chinoise du Covid-19 lors de son allocution du 11 mars 2020, le qualifiant de *virus chinois*. En réponse, l'un des porte-paroles du ministère chinois des Affaires étrangères a posté sur son compte Twitter un article censé démontrer que le SARS-CoV-2 était déjà présent en 2019 aux USA et aurait été amené en Chine par des soldats américains. La propagation de fausses informations peut entraver la réponse aux vraies épidémies. Un décryptage des faits vérifiables à propos de l'épidémie de Covid-19 s'impose donc.

Que savons-nous des origines du Covid-19 ?

Les résultats de l'analyse du génome du SARS-CoV-2 sont claires. Sa séquence est à 96 % identique à celle du coronavirus RaTG13 isolé chez une chauve-souris collectée dans la province chinoise du Yunan. La séquence du domaine du récepteur présent à la surface du SARS-CoV-2 et permettant l'infection des cellules humaines (RBD, *receptor binding domain*) diverge cependant fortement de la séquence équivalente observée chez le RaTG13. La séquence du RBD du SARS-CoV-2 est par contre très proche, 99 %, de celle d'un coronavirus isolé chez le pangolin. Ce qui suggère que le SARS-CoV-2 serait le résultat de la recombinaison de deux virus. Ce mécanisme de recombinaison a déjà été décrit chez les coronavirus.

La comparaison des séquences de coronavirus présents en nature supporte donc une origine naturelle du SARS-CoV-2. De plus, le SARS-CoV-2 ne contient aucune trace d'une quelconque manipulation génétique d'origine humaine. Plus précisément, il ne contient pas de séquences résiduelles apparentées aux systèmes de vecteurs servants classiquement aux manipulations génétiques, ce qui suggère qu'il serait bien le produit d'un processus de sélection naturelle aléatoire.

Laboratoire BL4, manipulations génétiques : réalité et mythes

Il existe effectivement un laboratoire BL4 à Wuhan, le *Wuhan National Biosafety Laboratory*. Construit en partenariat avec la France, il a obtenu sa certification en 2017. Suite aux épidémies de SARS de 2002-2004 et de H1N1 de 2009, la Chine voulait améliorer sa capacité à lutter contre les épidémies. Il est principalement missionné pour effectuer des recherches sur Ebola, la fièvre hémorragique de Crimée-Congo et le SARS. Le seul accident documenté lié à un laboratoire travaillant sur les coronavirus en Chine est l'infection de 9 individus en avril 2004 par le virus SARS-CoV-1, responsable de l'épidémie de SARS de 2002-4. Il s'agissait de deux étudiants travaillant au *National Institute of Virology Laboratory* et de leurs proches.

Une trentaine de laboratoires BL4 sont recensés dans le monde. Leur fonctionnement a toujours été source de polémique et de suspicion. Certains de ces laboratoires étaient autrefois impliqués dans la fabrication d'armes biologiques. La signature de la Convention sur l'interdiction des armes biologiques de 1972, interdisant le développement, l'acquisition, le stockage et l'usage d'armes biologiques, a modifié leur finalité. Ces laboratoires sont à présent officiellement consacrés à la lutte contre les épidémies et les armes biologiques. Il a toutefois été démontré que certains États, dont l'ex Union soviétique, ont persisté, en dépit de la signature de cette convention, à financer des programmes de recherche, tel que Biopreparat, visant au développement d'armes biologiques.



Photographies du laboratoire de formation en biosécurité de niveau 4 (BSL-4) pour le Laboratoire national de biosécurité de Wuhan (niveau 4) de l'Académie des sciences de Chine. CDC

Des accidents ont effectivement déjà été liés au fonctionnement de ces laboratoires BL4. Par exemple la catastrophe de Sverdlovsk en 1979, qui causa plusieurs dizaines de morts, liés à une dissémination accidentelle de spores de la bactérie *Bacillus anthracis*, responsable de la maladie du charbon. Les attaques terroristes à l'aide d'enveloppes contaminées au bacille du charbon en 2001 aux USA ont également été reliées à un microbiologiste, le docteur Bruce Ivins, travaillant dans un laboratoire BL4 de l'armée américaine. Ces laboratoires de haute sécurité constituent donc, à juste titre, un terreau extrêmement fertile au développement de théories complotistes.

Enfin, il est également vrai que d'anciens virus mortels ont été ressuscités en laboratoire, que de nouveaux virus sont créés par manipulation génétique à des fins de recherche et que certains virus ont déjà été disséminés dans la nature par des États. En 2005, le virus de la grippe espagnole de 1918 a été reconstruit par génie génétique et testé en laboratoire afin de mieux comprendre son exceptionnelle virulence. En 2012, le virus de la grippe H5N1 a été modifié en laboratoire afin de lui conférer la capacité d'infecter par voie aérienne le furet dans le but de comprendre comment ce virus pourrait muter pour infecter l'humain par cette voie. Le gouvernement australien a autorisé en 2017 la dissémination massive d'une souche de virus (appelée RHDV1 K5) de la maladie hémorragique du lapin afin de réduire les populations de lapins sauvages sur son territoire. Il est donc assez aisé, à partir de ces faits bien documentés, de générer une infinité de scénarios complotistes.

La théière de Russel et le Covid-19

Qu'y a-t-il de commun entre une théière céleste et les théories complotistes du Covid-19 ? Beaucoup plus qu'on ne pourrait le penser de prime abord. Une théière serait en orbite autour du Soleil, plus précisément entre la Terre et la planète Mars. On ne peut démontrer que cette théière n'existe pas, il faudrait donc y croire. La métaphore de la théière céleste a été proposée par le philosophe Bertrand Russell pour contester l'idée que ce serait au sceptique de réfuter les bases invérifiables de la religion et pour affirmer que c'est plutôt au croyant de les prouver.

La théière de Russel constitue la version cosmique du rasoir d'Ockham, également nommé principe de parcimonie ou de simplicité. Ce principe recommande d'éliminer d'un raisonnement les

explications complexes d'un phénomène si des explications plus simples s'avèrent vraisemblables. Il reste un principe fondamental du raisonnement logique en Science. Il ne stipule nullement que l'explication la plus simple est forcément vraie, mais qu'elle doit cependant être considérée en premier.

Dans le cas du Covid-19, aucun fait vérifiable ne soutient l'hypothèse que le SARS-CoV-2 aurait été intentionnellement fabriqué en laboratoire. Les diverses théories complotistes ne sont supportées que par des corrélations, telles que l'existence d'un BL4 à Wuhan. Les séquences du RBD du virus pourraient, en théorie, résulter d'une adaptation du virus en laboratoire lors de culture sur des cellules humaines. Mais l'existence d'une séquence de RBD identique à 99 % chez un coronavirus infectant le pangolin supporte une hypothèse plus parcimonieuse : l'infection d'une chauve-souris ou d'un pangolin par deux coronavirus, qui auraient recombinaison pour former un nouveau virus qui aurait ensuite infecté un humain ; le fameux patient zéro encore inconnu à l'origine de l'épidémie de Covid-19. Les raisons évoquées pour expliquer l'adhésion d'un nombre croissant d'individus aux thèses complotistes sont multiples. Il est bien établi que la croissance exponentielle des connaissances scientifiques spécialisées a entraîné, paradoxalement, une augmentation simultanée de l'ignorance. Et la tendance lourde de ces dernières décennies de l'éducation à favoriser l'employabilité des étudiants plutôt que leur formation générale, en particulier dans le domaine scientifique, n'a pas aidé à rapprocher les citoyens de la science. Ni à leur permettre de développer un esprit critique.

Cette absence de culture scientifique cumulée avec l'effet Dunning-Kruger, un biais cognitif selon lequel les moins qualifiés dans un domaine surestiment leurs compétences, explique sans doute en partie la grande perméabilité du public aux théories complotistes présentant des aspects pseudo scientifiques. D'autre part, selon la théorie de l'identité sociale d'Henri Tajfel, le raisonnement logique et l'information pourraient en définitive être peu impliqués dans l'adhésion aux théories complotistes. Car adhérer à celles-ci permettrait de rejoindre un collectif et de se parer des qualités présumées de ce collectif qui s'oppose à d'autres collectifs supposés présenter de nombreux défauts. Il s'agirait donc d'une adhésion sociale et non d'une adhésion fondée sur le raisonnement.

Dans le cas précis du Covid-19, on peut aussi se demander si l'adhésion aux théories complotistes ne traduit pas en partie notre besoin viscéral de nous rassurer en inventant une explication simpliste aux phénomènes naturels qui nous terrifient. Quelle hypothèse est la plus insupportable ? Que des savants fous subventionnés par une puissance étrangère seraient à l'origine d'une épidémie capable d'ébranler nos sociétés modernes ? Ou que de nouvelles épidémies émergent naturellement suite à l'invasion et à la destruction des écosystèmes ? Dans le premier cas, il serait facile de mettre fin au cauchemar. Dans le second, c'est notre mode de vie et notre système économique qui doivent impérativement changer.

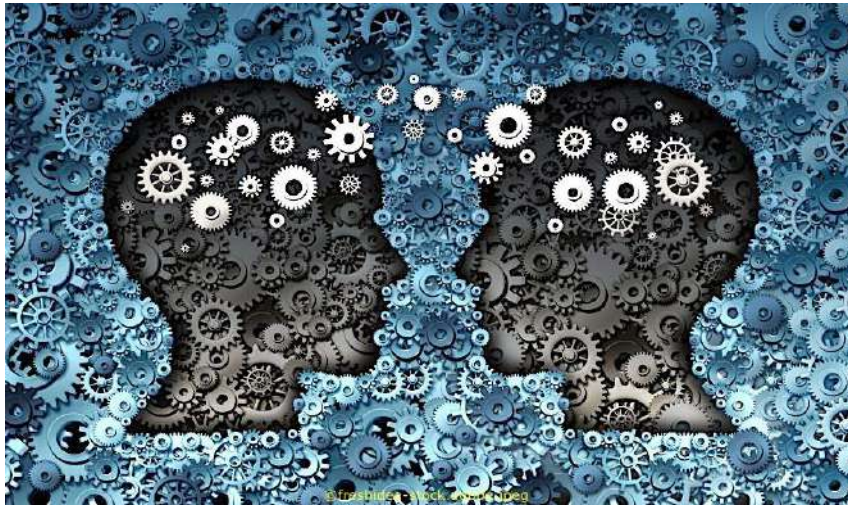
Éric Muraille

Biologiste,
Immunologiste. Maître de
recherches au FNRS, Université
Libre de Bruxelles (ULB)

5 avril 2020, 18 : 50 CEST • Mis à jour le 17 avril 2020, 14 : 00 CEST

Cet article est republié à partir de de l'article original : <https://theconversation.com/rien-ne-prouve-que-le-coronavirus-a-ete-cree-en-laboratoire-les-dessous-de-linfodemie-sur-le-covid-19-135326>, sous licence Creative Commons : The Conversation <https://theconversation.com>

Regards de la presse internationale



Les mythes les plus populaires sur le COVID-19 et comment ils ont émergé selon NewsGuard

NewsGuard est un Centre de Suivi de la désinformation sur le Coronavirus. Depuis le début de la crise sanitaire, l'équipe de journalistes de NewsGuard suit, évalue et alerte sur les sites qui diffusent de fausses informations sur la maladie via son centre de suivi de la désinformation sur le coronavirus. Ils ont réalisé un remarquable travail de sélection en explorant tous les sites d'actualité et d'information évalués Rouge par NewsGuard aux Etats-Unis, au Royaume-Uni, en France, en Italie et en Allemagne qu'ils ont identifiés comme ayant diffusé de fausses informations sur le virus. Il y en a plusieurs mythes circulant sur le Covid-19 qui ont été démontés par NewsGuard. Nous présentons ici les trois premiers de ces mythes, et nous en présenterons d'autres dans nos prochains numéros.

MYTHE 1 : « Le COVID-19 a été volé dans un laboratoire canadien par des espions chinois ».

LA VÉRITÉ :

PolitiFact, FactCheck.org, et la CBC (Société Radio-Canada) ont tous conclu qu'il n'y avait aucune preuve que le nouveau coronavirus ait été volé par des espions chinois dans un laboratoire canadien. Cette allégation s'appuie sur le fait que deux scientifiques chinois ont été expulsés de ce laboratoire en juillet 2019, ce qui est exact, comme l'a rapporté la CBC. Toutefois, l'Agence de la santé publique du Canada a déclaré à la CBC qu'on leur avait demandé de partir en raison d'une enquête sur ce que l'agence a décrit comme une "violation du règlement" et une "question administrative". Elle a ajouté que cette affaire n'était pas liée à l'épidémie de coronavirus. "C'est de la mésinformation, et il n'y a aucune base factuelle à ces allégations qui sont faites sur les réseaux sociaux", a déclaré Eric Morrisette, porte-parole de l'Agence de la santé publique du Canada, à la CBC en janvier 2020.

COMMENT CETTE INTOX EST APPARUE :

Comme Gabby Deutch, correspondante de NewsGuard à Washington, l'a écrit dans Wired, la trace la plus ancienne de cette allégation est un article publié sur GreatGameIndia.com le 26 janvier 2020 et intitulé "L'arme biologique coronavirus – comment la Chine a volé le coronavirus au Canada et l'a militarisé" ("*Coronavirus Bioweapon – How China Stole Coronavirus From Canada And Weaponized It*"). L'article a ensuite été repris mot pour mot sur le site de désinformation ZeroHedge.com, qui figure parmi les 900 sites générant le plus d'engagement aux Etats-Unis, et cette version a ensuite été reprise sur RedStateWatcher.com, un site conservateur géré de manière anonyme, qui figure dans le top 140 des sites suscitant le plus d'engagement aux Etats-Unis.

Exemples de sites français ayant publié cette intox : AubeDigitale.com, EgaliteEtReconciliation.fr, NoSignalFound.fr.

MYTHE 2 : « Le COVID-19 contient des 'insertions de VIH' qui suggèrent que le virus a été créé artificiellement ».

LA VÉRITÉ :

Cette allégation a été attribuée à un article de recherche publié sur le site BioRxiv.org, qui permet à des chercheurs de partager des études scientifiques avant qu'elles aient été soumises à un comité de lecture et publiées. D'après un article de février 2020 sur le site de vérification des faits HealthFeedback.org, les conclusions de l'étude selon lesquelles il existe des similitudes entre le virus qui provoque le COVID-19 et le virus de l'immunodéficience humaine (VIH) "ont été détectées en utilisant des séquences de protéines extrêmement courtes, une pratique qui souvent donne lieu à de faux résultats positifs". Par ailleurs, les auteurs ont oublié de préciser que ces séquences se retrouvent dans de nombreux autres organismes. Les auteurs de cette étude l'ont retirée de BioRxiv.org deux jours après sa publication sur ce site.

COMMENT CETTE INTOX EST APPARUE :

Cette prépublication sur BioRxiv.org a d'abord été mise en avant par Éric Feigl-Ding, épidémiologiste de l'Université d'Harvard et économiste de la santé dans une série de tweets le 31 janvier 2020. Il a toutefois noté que l'étude n'avait pas été soumise à un comité de lecture scientifique. Les tweets d'Éric Feigl-Ding et l'étude ont ensuite été cités dans un article publié sur ZeroHedge.com le même jour. Cet article a lui-même été repris dans son intégralité sur InfoWars.com, un site américain d'extrême droite qui a soutenu à tort que la tuerie de masse de l'école primaire Sandy Hook, aux Etats-Unis, était une intox, entre autres fausses allégations.

Exemples de sites français ayant publié cette intox : Cogiito.com, LumiereSurGaia.com, Medias-Presse.info, NoSignalFound.fr, NouvelOrdreMondial.cc, WikiStrike.com.

MYTHE 3 : « La pandémie de COVID-19 a été prédite lors d'une simulation »

LA VERITE :

Le Centre pour la sécurité sanitaire Johns Hopkins et la Fondation Bill et Melinda Gates ont en effet organisé un exercice de simulation d'une préparation d'urgence à une pandémie appelé Event 201, en octobre 2019. Toutefois, le scénario étudié portait sur un coronavirus fictif avec des caractéristiques différentes du virus causant le COVID-19. Par exemple, dans cette simulation, le virus provenait de fermes de cochons au Brésil, pas en Chine.

COMMENT CETTE INTOX EST APPARUE :

L'exemple le plus ancien de cette intox remonte à un post du 22 janvier 2020 sur une sous-chaîne conspirationniste de Reddit. Celui-ci faisait référence à des articles d'actualité d'octobre 2019 sur la simulation et à des articles plus récents sur l'épidémie en Chine. Cette théorie a ensuite été reprise plus largement le 23 janvier dans un article du site américain d'extrême droite InfoWars.

Exemples de sites français ayant publié cette intox : AlterInfo.net, LesMoutonsEnrages.fr, LumiereSurGaia.com

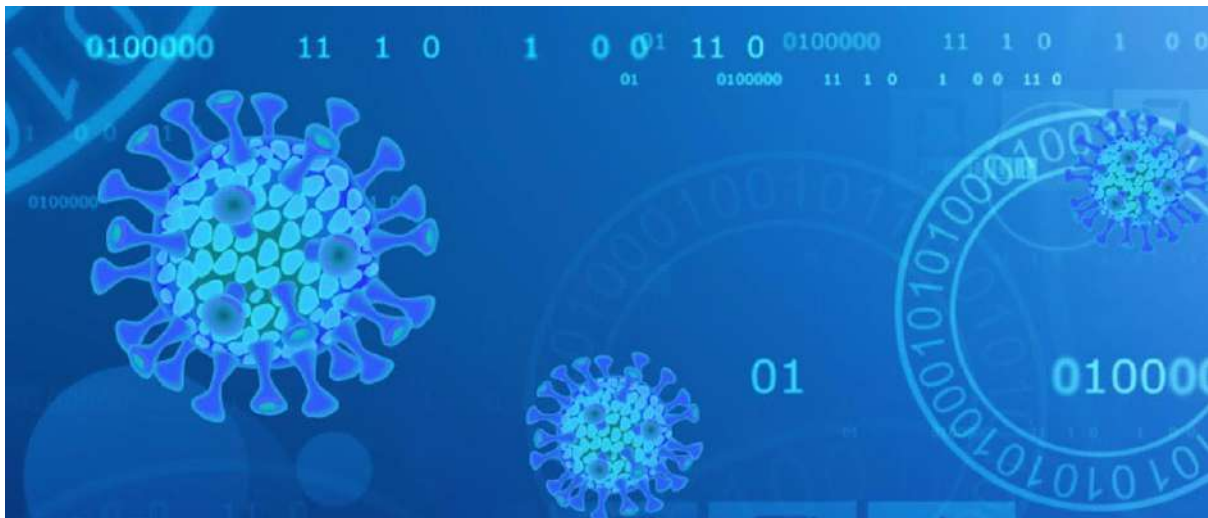
A suivre...

Nous publierons d'autres exemples de mythes sur le Covid-19 dans les prochains bulletins.

NewsGuard est un Centre de Suivi de la désinformation sur le Coronavirus

NewsGuard : <https://www.newsguardtech.com/fr/coronavirus-misinformation-tracking-center/>

Regards de la presse congolaise



Celui qui est identifié comme le 1er cas de COVID-19 en RDC accuse les autorités sanitaires de l'avoir forcé à se déclarer malade

Par Actualité.CD

Âgé de 52 ans, celui qui est identifié par les autorités congolaises comme le tout premier cas de COVID-19 en RDC défraie toujours la chronique. Arrivé à Kinshasa, le 8 mars en provenance de France, cet homme avait été mis en quarantaine puis soigné. Il s'était déjà illustré par des déclarations dans les médias sur « sa maladie » et la prise en charge. Ce dimanche, il est encore dans les médias. Une vidéo de lui circule. Il insiste sur le fait qu'il n'a jamais été malade. « Peuple congolais, c'est moi votre frère. Je suis devant ce micro pour présenter mes excuses pour tout ce qui s'est passé. J'ai été forcé pour admettre que j'étais malade. C'est pour cela que j'avais dit ce que j'avais dit. Au fond, je ne suis pas malade. Regardez-moi. Je n'ai jamais été malade. Muyembe a procédé à un examen et c'était négatif », dit-il au micro du chroniqueur Israël Mutombo. Selon lui, Docteur Jean-Jacques Muyembe est au courant de cette version. « Quand je l'avais appelé au téléphone, il m'avait juste dit que lui avait trouvé le dossier sur la table.

Il avait décidé d'envoyer des agents pour un autre diagnostic. Cela a été fait et le résultat était toujours négatif. Ce que je dis ici Muyembe est au courant. Il le sait très bien. Il a toutes les preuves », ajoute-t-il. Il dit attendre la réouverture des frontières pour regagner la France : « *J'attends que les trafics reviennent pour repartir. La maladie existe. Je le sais et vous le voyez. Pour mon cas, je n'étais pas malade* ». Du côté du ministère de la santé, cette version est rejetée. Une communication est attendue. Le malade est même accusé de chantage. Selon une source au ministère de la santé, l'homme était passé au cabinet du ministre Eteni Longondo. Il avait posé plusieurs problèmes auprès d'un conseiller. Il avait demandé notamment que le gouvernement aide à dédouaner ses marchandises et que les autorités prennent en charge le paiement de son loyer jusqu'à son départ en France. Au cas contraire, il passerait dans les médias pour une contre communication. Du côté de l'INRB, une communication est également en élaboration allant dans le sens de rejeter également ces allégations. L'épidémie de

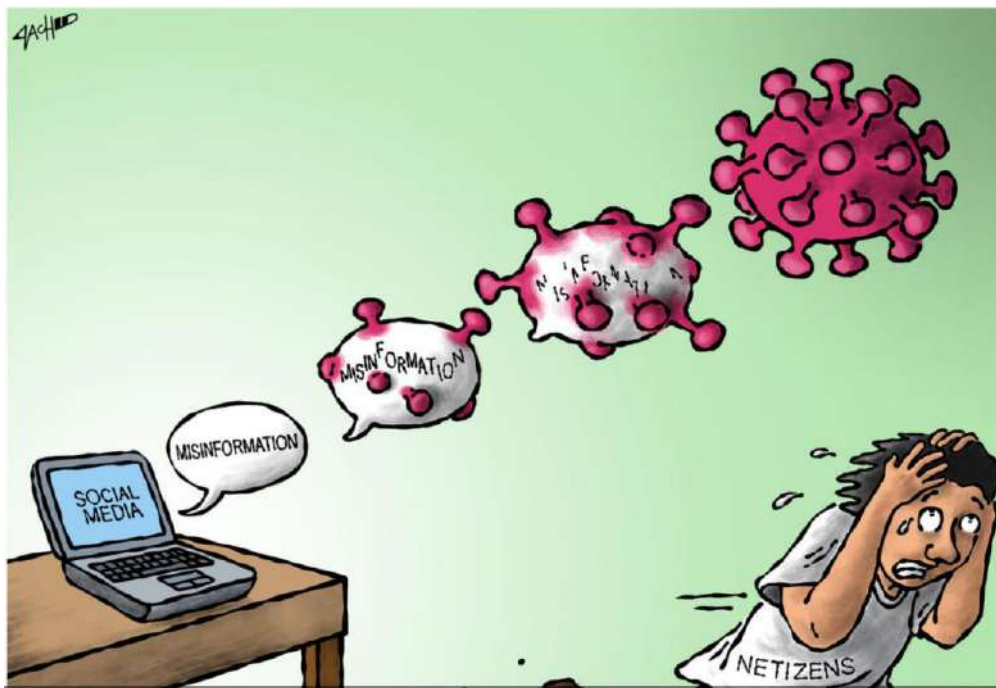
coronavirus en RDC s'est faite accompagner d'une crise de communication et d'une kyrielle de rumeurs. Au cours de plusieurs réunions de conseil des ministres, Félix Tshisekedi a insisté sur la cohérence de la réponse tant dans le volet de sensibilisation que dans les aspects purement médicaux.

Actualité.CD

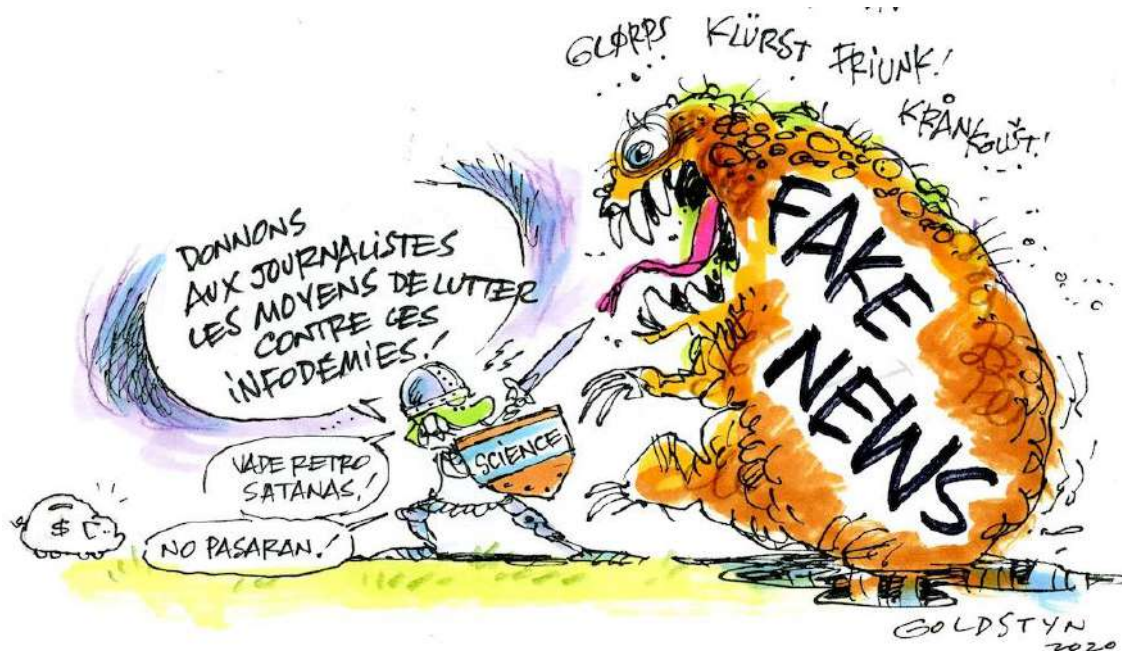
Dimanche 26 juillet 2020 - 12:38

<https://actualite.cd/2020/07/26/celui-qui-est-identifie-comme-le-1er-cas-de-covid-19-en-rdc-accuse-les-autorites>

Mieux vaut en rire qu'en pleurer



Social Media and Misinformation ---Les réseaux sociaux et la désinformation



Lutter contre les infodémies



LARSEP
Laboratoire de Recherches
en Sciences Sociales Économiques
et Politiques



IMAF
Institut des mondes africains
UMR 8171 (CNRS) - UMR 243 (IRD)

Avertissement : Le Bulletin de l'Obss est à diffusion limitée, réalisé bénévolement et constitué pour la plupart d'articles republiés sous licence *creative commons*. Sa diffusion est gratuite et réservée aux scientifiques, et aux spécialistes de la réponse aux épidémies, à des fins scientifiques et humanitaires.

Le Bulletin de l'Obss

Directeur de publication : Jacky Bouju (LARSEP-Aix-Marseille Université)

Rédacteur en chef, composition : Sylvie Ayimpam (IMAF-LARSEP)

Secrétariat scientifique : Michel Bisa Kibul (OG, Université de Kinshasa)

Comité de rédaction : Jacky Bouju, Sylvie Ayimpam, Michel Bisa Kibul, Bienvenu Kobongo, Bienfait Kambale, Faustin Nshizirungu, Gloria Pindi, Vévé Banza, Jacques Lutala, Bora Kanyamukenge

Conception informatique et diffusion : Jacky Bouju

Site web : <https://larsep1.wordpress.com/>

E-mail : larsep@larsep.org
